

Kilt ou double

Les Ecossais se prononcent ce jeudi sur leur indépendance. Le Royaume-Uni retient son souffle. Partisans du « oui » et du « non » sont au coude-à-coude.

Ce mercredi soir, un lourd brouillard, inhabituel autant qu'épais, s'est brusquement abattu sur le promontoire du « siège d'Arthur », l'étonnante colline qui domine le centre-ville d'Edimbourg. Puis il s'est emparé de la ville entière. « *C'est comme le calme avant la tempête!* », nous dit Tiffany, et l'on ne distingue presque plus derrière elle la falaise d'Holyrood Park. Elle rit.

Mais c'est tout un pays qui se trouve ce mercredi soir, à la veille d'un scrutin historique, dans la purée de pois. L'Ecosse, le Royaume-Uni, l'Europe et même le monde, se perdent en conjectures, s'interrogent, retiennent leur souffle: et de-

main? Le « oui » à l'indépendance de l'Ecosse va-t-il l'emporter? Les Ecossais vont-ils filer à l'anglaise? Le smog est presque total...

C'est un moment de démocratie directe d'une intensité dramatique rarement atteinte, que l'Ecosse s'appête à vivre ce jeudi. Le pouvoir au peuple! Londres et Edimbourg, la capitale du Royaume-Uni et celle de l'Ecosse, se sont entendus il y a deux ans déjà, pour interroger les Ecossais. Un deal « pragmatique ». Sur le ton du « *chiche!* »; rien à voir avec une sécession unilatérale ou par la force des armes. La question est simple. Mais lourde de conséquences: « *L'Ecosse devrait-elle être un pays indépendant?* » ■

Le jour où l'Ecosse sautadans l'inconnu

- Joyeuse cornemuse ou douche écossaise : chaque clan attend le résultat du vote avec l'estomac noué.
- Le verdict sera lourd de répercussions, pour l'Ecosse, mais aussi pour le Royaume-Uni, en Europe, voire dans le monde.

► SUITE DE LA PAGE UNE

REPORTAGE

EDIMBOURG

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le camp du « yes » tient un dernier rassemblement ce mercredi soir dans le grand parc The Meadows, au pied de la prestigieuse université d'Edimbourg. Erik Kruse, 22 ans, étudiant à Glasgow qui termine ses vacances en famille ici, distribue

des prospectus en faveur de l'indépendance. « *C'est la démocratie. Nous voulons gérer nos propres affaires. Aujourd'hui, les intérêts de l'Ecosse ne sont pas défendus par Londres. Nous sommes beaucoup plus de gauche. L'identité écossaise, c'est juste une base* », résume-t-il. Plus loin, Alisson Neahey, 52 ans, militante pour le « oui » avec les Verts. « *Je n'ai rien à faire du nationalisme*, dit cette... Anglaise d'Edimbourg. *Ce n'est pas une question ethnique. Mais d'autodétermination, donc de démocratie.* » Pour elle, Londres, c'est le gaz de schiste, les armes atomiques, les inégalités croissantes.

Un gars arbore un t-shirt *Westminster Scum* – racailles. D'autres mouvements indépendantistes d'Europe sont venus les soutenir – la N-VA devrait arriver plus tard.

L'accord pour tenir ce référendum avait été scellé en octobre 2012 entre David Cameron et Alex Salmond, le Premier ministre britannique et celui du gouverne-

ment régional écossais. Le leader du Scottish National Party, le parti pro-indépendance de centre gauche, venait de triompher aux législatives de mai 2011. Le SNP avait décroché la majorité absolue. Un quasi plébiscite.

Les deux hommes se sont engagés à respecter le résultat de ce référendum existentiel. Quoi qu'il advienne. A l'époque, David Cameron était persuadé de remporter le pari, accepté à contrecœur. Rien n'est plus sûr aujourd'hui!

Pour Salmond, cette consultation populaire représente une opportunité que l'on ne rencontre qu'« *une fois dans sa vie!* » « *Je vous en prie, ne brisez pas cette famille* », a rétorqué Cameron, dans une ultime tentative de plaider

l'unité à Aberdeen, la pépite pétrolière du Nord. Quel que soit le résultat de la consultation populaire, ce sera... la douche écossaise pour l'autre camp. Soit, grosso modo, pour la moitié de la population.

Car les derniers sondages donnent le « oui » et le « non » au coude-à-coude, avec un léger avantage pour le maintien de l'union, mais avec une marge d'erreur importante et de nombreux sondés qui ne se prononcent pas. La compétition entre le « Aye » et le « Nay » s'annonce extrêmement serrée.

En ville, l'intense campagne menée par les deux clans a laissé des stigmates. Les habitants portent le badge de leur camp. Quelques drapeaux du « Yes » pendent aux fenêtres. Des affichettes aussi. Des *No thanks*. Ou *Le futur de l'Ecosse dans des mains écossaises*. Une voiture des indépendantistes remonte bruyamment l'avenue.

Dans l'ensemble de l'Ecosse, plus de 4 millions d'électeurs – 4.285.323 précisément – se sont inscrits pour participer au référendum de ce jeudi. Un record : jamais une joute électorale n'a suscité pareil engouement en Ecosse, peuplée de 5,3 millions d'habitants. Et pour cause... Le scrutin est ouvert aux Écossais, mais pas seulement : tout résident régulier en Ecosse, citoyen européen ou du Commonwealth, est invité à s'exprimer. Et les jeunes de 16 et 17 ans pourront également s'exprimer, soit 124.000 nouveaux électeurs.

Le vote débute à 7 heures locales (8h, heure belge) pour s'achever à 22 heures locales. Le dépouillement des résultats engrangés dans 5.579 isolements répartis dans les 32 assemblées locales d'Ecosse pourra alors commencer. Les autorités veulent un scrutin incontestable : la rapidité de l'annonce n'est pas la priorité. Les comptages seront centralisés à Edimbourg, sous la férule de Mary Pitcaithly, *chief counting officer*. Le verdict final

est attendu ce vendredi, à l'heure (floue) du petit-déjeuner.

Si le « oui » l'emporte, après plus de 307 ans de vie commune, le divorce ne sera pas consommé immédiatement. S'ouvriraient alors dix-huit mois d'après négociations entre Londres et Edimbourg. Avec

une énorme pression pour aboutir à un arrangement raisonnable. L'indépendance effective est planifiée pour le 24 mars 2016.

Sauter dans l'inconnu ? La liste des questions sans réponse est interminable. Les unionistes jouent sur l'isolement d'une Ecosse indépendante, qui aurait « à tout recommencer de zéro », renégocier son appartenance « à tout, de l'ONU à l'Otan ». Et les Écossais ne pourraient plus jouer à la Loterie nationale... Mais voilà qui ne devrait pas nécessairement effrayer ce peuple de « fiers lanceurs de troncs d'arbre qui en ont sous le kilt », selon les clichés !

Pourtant, jeudi dernier, la Royal Bank of Scotland, l'une des plus grosses institutions bancaires d'Europe, secouait le clan des indépendantistes : en cas de victoire du « oui », la banque évacuerait Edimbourg pour déménager son siège en Angleterre. Un séisme pour une « vieille dame » basée en Ecosse depuis 1727 ! La crainte d'autres délocalisations pourrait jouer en faveur du « non ».

L'économie est au cœur des débats. Le choix des électeurs sera avant tout guidé par la conviction que l'Ecosse deviendra plus prospère, ou non, avec l'indépendance. Suivent des préoccupations moins terre-à-terre. Comme l'identité écossaise (plutôt que britannique), la démocratie ou le « rejet », plus

ou moins affirmé, de la « domination de Westminster », forcément mal perçue en Ecosse... où l'on relève que le PIB par habitant est supérieur à celui du Royaume-Uni.

« Pour nombre d'Écossais, les gouvernements de ces dernières années (à Londres) ont été trop libéraux s'agissant de l'économie et beaucoup trop proches des idées du secteur des services financiers et de la City », relève le chercheur Joachim Fritz, de la fondation Bertelsmann. L'Ecosse a le cœur à gauche, quand Londres est dirigé par les conservateurs et les libéraux-démocrates.

Mais à l'entrée de The Meadows, Stuart Ritchie, rigole de l'argument. Ce jeune Edimbourgeois de 26 ans milite pour le Better Together. « Le Royaume-Uni est le second donateur d'aide au développement du monde. Et nous sommes ici pour protéger l'Etat-Providence. Face aux risques du « oui », il vaut mieux rester dans la famille. Il y a trop de risques ».

Il reste un demi-million d'indécis, selon estimations du week-end dernier. « Dans les tout derniers sondages, en retirant les indécis, le « no » a un léger avantage. Mais s'ils sont encore indécis aujourd'hui, c'est probablement qu'au dernier moment, ils voteront pour le statu quo plutôt que pour le saut dans le vide, nous dit le politologue Daniel Kenealy, de l'université d'Edimbourg. En même temps, il y a tellement de gens qui voteront pour la première fois que c'est une inconnue. Cela a pu fausser les sondages. Je ne parierais pas là-dessus ! ». Ce soir, l'issue reste incertaine. Suspense. ■

PHILIPPE REGNIER

le tournant Le « wake-up call » qui a saisi Londres et le monde

Un vent de panique a soufflé sur les rives de la Tamise le 6 septembre. Ce jour-là, un sondage YouGov donne pour la première fois le « oui » en tête : 51 % contre 49 %, en excluant les indécis. L'écart a beau être minuscule, ce « wake-up call » a sonné le branle-bas de combat dans le camp du « non » et à Londres, trop confiant dans une victoire facile. YouGov explique alors : Alex Salmond, le leader indépendantiste, a réussi à « neutraliser le facteur peur », en menant une

campagne « positive » et « optimiste ».

Pour David Cameron, secoué depuis par la sauvagerie décapitation de l'otage David Haines et le référendum déjà promis en vue du maintien ou non du Royaume-Uni dans l'Union européenne, une victoire du « oui » serait un désastre. Mais aussi pour le Labour, qui pourrait voir ses rêves de reprendre le pouvoir s'évaporer, avec le retrait des élus écossais travaillistes du Parlement de

Westminster.

Les élections législatives prévues en mai 2015 permettront de jauger l'ampleur des dégâts. A moins d'une accélération des événements et une crise politique majeure, même si le Premier ministre a jusqu'ici refusé l'idée d'une démission en cas de victoire du camp indépendantiste. C'est Cameron lui-même qui a poussé à

une telle polarisation du débat, en limitant le choix lors du référendum à oui ou non à l'indépen-

dance. Salmond, lui, envisageait une troisième option, balayée par Londres : davantage de pouvoirs pour le Parlement d'Édimbourg.

C'est pourtant ce cheval de bataille qu'une union sacrée des trois partis, au pouvoir et dans l'opposition à Londres, vient d'enfourcher en extrême urgence. « Si le "non" l'emporte jeudi, ceci déclenchera un programme de transfert de pouvoirs vaste et sans précédent », a promis lundi David Cameron à Aberdeen. En gros, seules la défense et la politique étrangère échapperaient encore au pouvoir régional. Trop tard ?

Le « oui » provoquerait en tout cas une onde de choc sans précédent. Le risque de contagion, « l'effet domino », sera scruté de près. Par les dirigeants européens et dans le monde. Des indépendantistes texans aux Catalans, qui menacent aussi de passer au référendum à la fureur de Madrid, en passant par le N-VA. Et par le

Kremlin, qui a déjà dit ne pas comprendre que l'on accepte pour les Écossais ce que l'on refuse pour les Criméens – lesquels ont cependant « opté » pour une fusion / absorption par la Russie lors d'un référendum mené... à la pointe du fusil. ■

PHILIPPE REGNIER

STATUT

Davantage de pouvoirs, en tout cas

L'Écosse, avec l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord forment le Royaume-Uni, dirigé à Londres. Mais depuis 1998, le pouvoir central a accordé une autonomie accrue aux autorités écossaises, qui disposent de leur propre gouvernement et Parlement à Édimbourg. Les compétences du pouvoir écossais portent sur la justice, la santé, l'éducation, l'environnement et l'agriculture. Édimbourg a également le droit d'augmenter ou d'abaisser le taux de base de l'impôt sur le revenu jusqu'à 3 pence par livre. Défense, sécurité nationale, fiscalité et Affaires étrangères restent des domaines réservés à Londres. En cas de victoire du « non », le Premier ministre britannique David Cameron a promis de transférer davantage de pouvoirs au parlement régional. Le Parlement écossais est composé de 129 élus. Et l'Écosse envoie 72 élus au Parlement de Westminster.

PH.R.

ETC.

Et la Reine ?

Les frais scolaires. Dans l'enseignement supérieur, les frais de scolarité divisent également unionistes et indépendantistes, ces derniers proposant de renoncer à la gratuité pour les étudiants non-écossais. Populaire chez les étudiants mais vraisemblablement jugé illégal au regard des normes européennes de non-discrimination. Le clan du « non » prêche par ailleurs un fort recul des crédits alloués par le Royaume-Uni à la recherche en Écosse.

Les pensions. Les retraites sont aussi au cœur du débat. Une Écosse indépendante pourra-t-elle honorer le versement des

pensions ? Les indépendantistes l'assurent, évidemment, et promettent même des droits renforcés. Mais la « bombe à retardement » du vieillissement de la population menace plus encore l'Écosse que le reste du Royaume-Uni, selon les projections : voilà qui pourrait renforcer les appréhensions des électeurs âgés et les faire plutôt pencher en faveur du maintien dans l'environnement connu.

La dette. C'est un « classique » : le partage de la dette publique est également un sujet de contentieux, qu'il faudra évidemment négocier.

The Queen. La reine resterait chef de l'État, comme pour les autres pays du Commonwealth : les indépendantistes ne veulent pas... s'en passer !

PH.R.

LA LIVRE

Au cœur des négociations

Les indépendantistes disent vouloir conserver la livre britannique, dans le cadre d'une « union monétaire » avec Londres. Mais le patron de la Bank of England, la banque centrale britannique s'y refuse mordicus, tout comme la coalition gouvernementale au pouvoir à Londres : en cas de divorce, adieu la UK pound.

Le Premier ministre écossais, **Alex Salmond, accuse Londres de « bluff » et de « brutalité ».**

A son tour, il menace de refuser de prendre sa part de la dette publique nationale en cas de refus de cette « union monétaire ». Le leader indépendantiste est convaincu qu'un deal serait pour finir conclu avec Westminster – une source ministérielle citée par le *Guardian* en mars évoquait l'idée d'un donnant-donnant : la livre contre le maintien des sous-marins nucléaires à Faslane.

Mais d'aucuns, jusque dans le camp du « oui », ont aussi relevé qu'une indépendance sous la politique monétaire de Londres était une indépendance en trompe-l'œil. Une monnaie écossaise, alors ? Le flou demeure. Et depuis la « crise de l'euro », le SNP n'exhibe plus trop cette possible alternative.

Dans une récente chronique publiée par le *New York Times*, le prix Nobel d'économie américain Paul Krugman soulignait pour sa part, qu'une Ecosse indépendante sans monnaie propre ne serait pas comme le Canada avec les États-Unis mais plutôt comme « l'Espagne (en profonde crise financière et socio-économique, NDLR) sans le soleil ». Car « la combinaison d'une indépendance politique avec une devise partagée est la recette pour le désastre (...) Tout ce qui s'est produit en Europe depuis 2009 a démontré que partager une monnaie (l'euro) sans partager un gouvernement est très dangereux » : en cas de crise, chaque pays ne peut plus compter que sur lui-même et, vu la pénurie de ressources, plonge dans la spirale infernale de la récession et de l'austérité.

LES RESSOURCES

Le mirage de l'or noir

L'Ecosse est assise sur un océan de pétrole et de gaz « off-shore ». Ce pétrole « écossais » est d'ailleurs au cœur du discours indépendantiste depuis les années 1970. Ces ressources devraient très largement contribuer à la prospérité d'une Ecosse indépendante, sur le long terme, à l'image bienheureuse d'un pays comme la Norvège.

Mais les puits exploités aux confins septentrionaux de la mer du Nord s'épuisent, lentement mais sûrement. Et l'exploration est sans cesse repoussée plus loin, dans des eaux de plus en plus profondes. Voilà qui coûte de plus en plus cher. Sans parler des coûts de démolition - propre - des plates-formes obsoletes, gigantesques usines perdues au creux de vagues affolantes.

Les unionistes contestent donc l'estimation euphorique des indépendantistes, qui prévoient « au moins 6,8 milliards de livres de revenus fiscaux au cours de la première année de l'indépendance » : ce serait beaucoup moins. Le camp du « non » prévient : pour amener un budget écossais à l'équilibre, il y aurait donc soit des augmentations d'impôts substantielles, soit des coupes drastiques dans les dépenses publiques. Et Londres n'a pas dit son dernier mot, qui entend bien mettre le partage de l'or noir au centre des négociations prévues en cas de victoire du « oui »...

P.H.R.

L'EUROPE

Reprenre la procédure à zéro

Les indépendantistes n'envisagent rien d'autre que l'appartenance de l'Ecosse à l'Union européenne, « qui nous offre un accès incomparable à un marché de plus de 500 millions de personnes ». Et permettrait au nouvel Etat d'asseoir ses relations internationales et sa politique étrangère et de sécurité : une place de choix à la table des négociations plutôt que de dépendre de Londres...

Mais les partisans du maintien de l'Ecosse dans le Royaume-Uni soulignent que l'indépendance impliquerait d'ouvrir de longues et pénibles négociations en vue d'une adhésion à l'UE. La Commission européenne considère aussi qu'il faudrait reprendre la procédure d'adhésion à zéro. Un point de vue acté en décembre 2012 dans un courrier adressé par José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, à la Chambre des Lords à Londres.

Les huit ans de tractations nécessaires pour le dernier arrivé - la Croatie - sont cités en exemple par les unionistes. Et, ajoutent-ils, pernicieux, « il est très difficile d'imaginer que nous recevions des conditions avantageuses, comme le "rabais" consenti au Royaume-Uni (NDLR : une sorte de réduction de cotisation au « club » arrachée par Thatcher) ou les opt-outs (les exemptions), y compris de l'euro » ou les accords de Schengen.

L'adhésion de tout nouvel Etat dans l'UE étant par ailleurs soumise à l'accord unanime de tous les membres actuels, une « revanche » de Londres n'est pas exclue. Comme un veto de tout autre pays menacé de séparatisme, Espagne en tête. « Il sera bien sûr très difficile d'obtenir l'accord de tous les autres Etats membres de l'UE pour accepter un nouveau pays venant d'un autre Etat membre », avait lâché en février dernier José Manuel Barroso.

P.H.R.

LA DEFENSE

Que faire des sous-marins nucléaires ?

Le Royaume-Uni, deuxième puissance militaire nucléaire occidentale et pilier de l'Otan, privé de l'Ecosse ? Le dossier de la défense déchaîne les passions dans les deux camps. Comme pour l'Union européenne, une Ecosse indépendante devrait effectuer le parcours du combattant pour obtenir sa (ré)admission au sein de l'Alliance atlantique - les partisans du décrochage ne militent pas en faveur d'un Etat « neutre » !

Angus Robertson, le porte-parole du SNP (le Parti national écossais) en charge du dossier cité par *The Scotsman*, estime que ce maintien dans l'Otan ne devrait pas poser de problème : le représentant permanent du Royaume-Uni à l'Otan jusqu'à son départ à la retraite au début de l'année, l'ambassadeur Mariot Leslie, née à Edimbourg et partisane du « oui », « a abondamment signifié qu'une Ecosse indépendante sera bienvenue au sein de l'Alliance ». Une autre personnalité de l'Otan d'origine écossaise ne partage pas

du tout ce point de vue : Lord Robertson. Pour celui qui fut secrétaire général de l'Alliance de 1999 à 2004, une dislocation du Royaume-Uni serait « cataclysmique en termes géopolitiques » et aurait des répercussions bien au-delà des îles britanniques. « Les plus vives félicitations viendraient de nos adversaires et de nos ennemis. » C'est que l'indépendance nuirait à la dissuasion nucléaire des Britanniques, au moment où les tensions internationales sont vives.

Le gouvernement écossais entend en effet, en cas de victoire du « oui », obtenir le départ des quatre sous-marins équipés de missiles nucléaires Trident aujourd'hui basés à Faslane, à 40 km à l'ouest de Glasgow. Un Livre Blanc de l'exécutif écossais définit les priorités d'une Ecosse indépendante en matière de défense. Un budget de 2,5 milliards de livres (3,15 milliards d'euros), une force de 15.000 hommes et 5.000 réservistes dans les dix ans et une attention particulière pour les capacités navales avec frégates, démineurs et patrouilleurs - mais sans nucléaire. « Alors que le camp anti-indépendance veut gaspiller 100 milliards de livres pour ces armes nucléaires inutilisables et obscènes, le vote "oui" débarrassera l'Ecosse de ces armes de destruction massive », plaide Angus Robertson.

P.H.R.